



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour prendre contact : ecriture@npazoo.org

Envoyez vos coordonnées à NPA Educ'Nat', 2 rue Richard Lenoir 93000 Montreuil

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :

L'éducateur anticapitaliste

Bulletin du secteur éducation nationale du NPA • n°1 • octobre 2012

Refusons le budget de l'austérité !

Tous les poncifs du genre sont remis sur la table : nouveau gouvernement, nouveau ministre de l'EN et... nouvelle loi d'orientation. Et là non plus, le changement n'est pas flagrant !

Comme d'habitude, le super comité de pilotage de la concertation a réuni celles et ceux qui pensent beaucoup à l'avenir de l'école mais ne sont représentatifs ni des collègues et des jeunes qui quotidiennement

subissent les conséquences des suppressions massives de postes et de la caporalisation, ni même de toutes celles et ceux qui ces dernières années se sont mis en grève et ont dénoncé les politiques éducatives et budgétaires visant à faire des fonctionnaires des variables d'ajustement et de bons petits soldats.

Ecole du socle = école au rabais

C'est parti donc pour un nouveau round de concertation sur fond de « logique du socle » maintenue, de non remplacement des fonctionnaires partants à la retraite et de « découverte » de l'entreprise de plus en plus précoce, c'est-à-dire dès la 6^e !

Il faut bien avouer que ce gouvernement la joue fine en faisant des annonces grandiloquentes sur les 43 000 postes (voir au dos) alors qu'au même moment il annonce à l'ensemble des salarié-e-s qu'il va

falloir se serrer la ceinture et à une bonne partie de ses administrations que ça va dégraisser sévère.

Il faut se mobiliser contre cette politique

A cette rentrée, nous sommes toujours sous le régime des 77 000 suppressions de postes. Pourtant, aucune réaction syndicale offensive à l'horizon.



Après les déclarations d'Hollande sur le budget de la rigueur, il n'y a guère à tergiverser : tous les salarié-e-s, du privé comme du public seront à la diète !

Dans la fonction publique, les « restructurations » sont directement liées au

budget qui sera, après maints aller-retour, adopté fin octobre ou mi-novembre.

Alors que des journées de mobilisations ont déjà eu lieu pour la défense de l'emploi, il est désormais nécessaire que nous soyons mobilisé-e-s le jour du vote du budget pour le rattrapage de l'ensemble des postes supprimés depuis 2007 et une loi d'orientation budgétaire actant des créations massives de postes.

Nous ne paierons pas la crise des banquiers et des patrons! Soyons toutes et tous en grève le jour du vote du budget de l'austérité du gouvernement Ayrault-Hollande !

Budget 2013

L'austérité au service des capitalistes

Le gouvernement maintient l'objectif d'un déficit public en dessous de 3%. Pour ça il propose toujours aux mêmes de se serrer la ceinture : les jeunes et les salariés. Ayrault annonce donc 36 milliards d'économie, alors qu'il donne 150 milliards d'euros aux banques, au titre de la dette.

Hollande voudrait nous faire croire qu'il s'agit d'un mal nécessaire, un mauvais moment à passer. Pourtant, en Grèce, en Espagne ou au Portugal, l'exemple montre que l'austérité, de droite ou de gauche, n'a pas résolu la crise mais elle en fait payer le prix fort aux travailleurs.

L'éducation n'est pas leur priorité !

Dans la fonction publique, le gouvernement déclare épargner l'éducation mais on est très loin de recréer les 80 000 postes supprimés par Sarkozy. Par contre, 12 300 postes vont être supprimés dans les autres secteurs de la fonction publique. Comment oser parler de priorité pour l'éducation, si on fait des économies sur

le dos de la culture, de la santé des élèves et de leurs parents, sur le dos des emplois et des droits sociaux ?

Interdire les licenciements et les fermetures de postes

Pour donner la priorité à une éducation émancipatrice, l'urgence est de se battre pour l'interdiction des licenciements, la création d'un million d'emplois public, et le partage du temps de travail afin d'éliminer le chômage et améliorer les conditions de travail. Il faudra se battre pour l'augmentation des salaires, le revenu minimum à 1700 euros, le droit à un logement décent, une santé et des services publics gratuits et de qualité. Pour mener une telle politique, il faudra s'attaquer réellement aux intérêts des capitalistes en prenant sur les profits, au lieu de distribuer des subventions ou des cadeaux fiscaux aux entreprises qui ne se gênent pas pour licencier sitôt l'argent empoché.

Le gouvernement.

Comment ne pas créer 43000 postes

La plus grande annonce de Peillon est celle du recrutement de 43000 professeurs en 2012-2013. En fait la réalité est plus compliquée. Ces recrutements assurent juste le remplacement des départs à la retraite. Ils permettent d'arrêter les suppressions d'emplois.

Les deux concours de 2012-2013

La mastérisation (concours à bac+5) est renforcée par Peillon. Cette année, il y aura deux concours, réparatis de la façon suivante :

- Les écrits du premier concours aura lieu en octobre-novembre et les oraux en juin (ouvert aux titulaires d'un Master 1 ; ils devront avoir un Master 2 pour valider leur concours). Ce concours est ouvert pour 22100 postes (1^{er} et 2^e degré). Les titulaires seront stagiaires dès

septembre 2014. Cela correspond exactement au nombre de départs en retraite en septembre 2014. Le bilan, en terme d'emploi est nul.

- Les écrits du second concours auront lieu en juin 2013 et les oraux en juin 2014 (ouvert aux étudiants en M1 en 2013 ; ils devront avoir un M2 pour valider leur concours en 2014). Ce concours est ouvert pour 21350 postes. Pendant l'année 2013-2014, les étudiants admissibles aux écrits devront travailler un tiers temps, payé à mi-temps. En parallèle de ce travail, les admissibles seront dans des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) et ils devront préparer leurs oraux. A la rentrée 2014, les titulaires seront donc stagiaires. On ignore pour l'instant dans quelles conditions (temps plein ? décharge partielle ?).

Les étudiants qui auront travaillé à tiers-temps et qui auront validé leur M2 mais qui seront recalés aux oraux vont naturellement devenir une manne de contractuels pour l'éducation nationale.

Il n'y a que 8281 postes créés

D'ailleurs, le ministère ne s'y trompe pas et derrière les effets d'annonce des 43 000 postes, cela ne représente au budget qu'une augmentation de 8 281 postes pour l'année 2013-2014 et il faut le dire, aucune création de poste sous statut. Certes, l'hémorragie des 77 000 postes supprimés depuis dix ans semble s'arrêter, mais il n'y a aucune volonté de revenir dessus par le nouveau gouvernement.

Contactez le NPA : www.npa2009.org

